

L'Empire de la honte

de Jean Ziegler,

rapporteur spécial à l'ONU pour le droit à l'alimentation
(depuis, membre du Conseil des Droits de l'Homme à l'ONU)

Fayard, 2005, 322 p.

L'auteur a enseigné la sociologie à l'université de Genève, été membre du parlement fédéral suisse, reçu divers prix et décorations.

Jean Ziegler est un homme de terrain révolté par ce qu'il a vu aux quatre coins du monde, et dans ce livre, il nous appelle à un sursaut moral, pour que notre honte à nous, Occidentaux repus aux consciences endormies par le confort et la lâcheté, réponde à la honte, la faim, la misère et la mort prématurée qui sont le lot de milliards d'êtres humains dans le « Sud » ; et cela, explique-t-il, par la faute des « nouveaux seigneurs de la guerre économiques » (grands banquiers publics et privés, multinationales) et des gouvernants qu'ils manipulent ou corrompent.

Son témoignage, empreint d'humanité, s'appuie sur une démonstration rigoureuse étayée par des faits et des chiffres officiels.

« Simple » rapporteur spécial l'ONU, à l'époque du livre, donc consultant extérieur et provisoire, lié par un mandat révocable, il ne cache rien d'une vérité qui lui aurait coûté sa carrière s'il avait été fonctionnaire de cette institution (noyauté, comme il l'explique, par les grands trusts et les états qui les défendent, au premier titre desquels les Etats-Unis). Septuagénaire bien portant qui aurait pu se contenter de digérer tranquillement ses rentes dans les belles montagnes suisses, il n'a rien, pour qui le voit à l'écran (par exemple dans le film « We feed the world »), d'un romantique enfiévré et va-t-en guerre. Pourtant, c'est un cri d'alarme poignant qu'il lance dans ce livre, car notre monde depuis les années 2000 est devenu, atteste-t-il, la proie des « nouveaux féodaux » plus puissants que les Etats et qui annihilent tous les progrès sociaux faits depuis deux siècles, car le profit est la seule loi mondiale en vigueur désormais.

Il a beaucoup écrit, depuis 1964, entre autres : « Main basse sur l'Afrique », « Le Suisse lave plus blanc », « La Suisse, l'or et les morts » (collusion des banquiers suisses et des nazis), « Les seigneurs du crime : les nouvelles mafias contre la démocratie », « Les nouveaux maitres du monde et ceux qui y résistent », a collaboré

au « Livre noir du capitalisme », et son dernier livre (2008) s'intitule : « La haine de l'Occident » : conséquence logique de ce qui précède.

Compte-rendu de lecture détaillé de **« L'empire de la honte »**

Ce compte-rendu suit fidèlement les idées de l'auteur, et s'en tient à son niveau d'engagement ; les guillemets sont utilisés pour les expressions propres à Jean Ziegler. Des renvois aux pages de l'édition Fayard permettent de revenir à la source si on a la chance de disposer de l'ouvrage (pour ma part, je l'ai emprunté à la bibliothèque municipale, pourquoi pas vous ?). Les rares ajouts de la modeste lectrice que je suis sont signalés comme tels, ils actualisent les propos de l'auteur sur des dossiers qui ont évolué (ou pas évolué, là est le drame) depuis 2005.

L'Empire de la honte	1
La « rareté organisée »	3
La « violence structurelle »	3
« L 'agonie du droit international »	3
La dette, un instrument de domination impitoyable	4
L'exemple d'une dette « odieuse » : les machettes du Rwanda.....	5
La faim : « structurelle »	6
La Mongolie martyre	6
La « famine verte » en Ethiopie.....	7
« J'ai de la colle parce que je n'ai pas de vie » : le Brésil	8
Les féodalités capitalistes	9
Les géants de l'agro-industrie.....	10
Les céréaliers	10
Les grands groupes, véritables puissances transnationales	10
La tragédie de Bhopal, en Inde (1984):	
le crime impuni.....	11
La dernière offensive des multinationales agro-industrielles: les OGM	12
La pieuvre Nestlé.....	13

L'introduction pose les fondements intellectuels de la révolte de Jean Ziegler : notre démocratie se réclame des Lumières du XVIII e siècle, or qu'en avons-nous fait ? « Ordre cannibale », « barbarie cosmocrate », « reféodalisation » accélérée depuis 2001 sous le prétexte sécuritaire, sont des mots forts qui donnent le ton. Nous acceptons d'enfouir au plus profond de nous le sentiment de la honte, et nous laissons le Sud mourir dans la honte de l'oppression et la faim. Mais de même que la Révolution Française a éclaté à un point de rupture historique, de même il faut nous attendre à de grands changements dans un avenir proche.

La « rareté organisée »

C'est le processus par lequel les multinationales occidentales s'enrichissent : rareté de la nourriture, de la semence, de l'eau, des services, signifie profits immenses grâce aux marchés ainsi créés. Les nouveaux millionnaires sont toujours plus nombreux, grâce à ce processus, non seulement en Occident, mais aussi en Inde, en Chine, en Afrique (fortunes bâties grâce à la corruption). Dans cette partie de son livre, Jean Ziegler rapporte la violence inouïe subie par les centaines de milliers d'enfants errants dans les grandes villes du Brésil : livrés à la mafia, la prostitution, abattus comme des bêtes (parfois même sur les marches d'une église) par des commandos de policiers que paient des commerçants exaspérés par les vols à l'étalage, ces petits garçons et ces petites filles vivent en enfer.

La « violence structurelle »

Elle fait partie du système désormais, c'est un « terrorisme d'Etat ». Depuis septembre 2001, les aides se sont taries au motif qu'il fallait d'abord financer la sécurité des pays riches. Or, cercle vicieux ! C'est la misère qui fait naitre le terrorisme groupusculaire ; il ne faudrait qu'une petite fraction des budgets militaires, qui sont faramineux, pour éradiquer la misère, l'ONU l' a dit en 2004. Alors, pourquoi ?

Parce que :

1. les grands pétroliers transcontinentaux profitent de la soumission des pays pauvres, et font plier les décisions politiques américaines en leur faveur (Dick Cheney a été président d'une de ces grandes companies, Halliburton ; idem pour Condoleezza Rice et Donald Rumsfeld, venus de Chevron) ;
2. et que les marchands d'armes ont aussi intérêt à ce que la « guerre contre le terrorisme » se poursuive sans fin. C'est pourquoi elle est présentée comme une nécessité par les grandes chaines américaines, qui leur appartiennent pour beaucoup (ex : Général Electric, qui fait de l'électronique militaire, possède NBC).

« L 'agonie du droit international »

Ce droit , incarné par l'ONU, et qui avait été la conquête de la deuxième moitié du XXe siècle est en train de se faire piétiner par les organisations libérales comme l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) le FMI (Fonds Monétaire International) et la Banque Mondiale. L'ONU est paralysée par Washington qui contrôle les carrières

de chacun des fonctionnaires onusiens (il y a même un bureau spécial à Washington pour cela), et qui fait pression en tant que principal pourvoyeur de fonds.

Voilà pourquoi l'Amérique de Bush s'est crue en droit de nier les Conventions internationales sur les prisonniers de guerre et la torture, dans ses prisons à Bagdad.

La dette, un instrument de domination impitoyable

Elle peut représenter de 30 à 46 % du budget des pays, suivant les cas. Comment pourraient-ils se développer avec un tel boulet ? C'est une sorte d' « hémorragie », et du fait que les pays, trop pauvres pour rembourser par leurs propres moyens, doivent contracter d'autres emprunts pour payer les échéances, cela devient une sorte de « cancer » qui les rongent.

De plus, la dette, c'est pire, dit Jean Ziegler, que la domination coloniale, car elle se pare de légitimité et elle dépossède les Etats de leur autonomie. En 1984, le FMI a imposé une brutale réduction des dépenses au Brésil ; résultat, une interruption de la campagne de vaccination contre la rougeole qui couta la vie à des dizaines de milliers d'enfants.

Le citoyen lambda pense que le Nord est bien généreux, avec les programmes d'aide et de développement. Mais c'est le contraire qui se passe en réalité ! C'est le Sud qui enrichit les classes dominantes du Nord : la dette qu'il rembourse est 10 fois plus élevée que l'aide reçue, à cause de taux d'intérêt abusifs (5 ou 7 fois plus forts que sur le marché financier, au motif que ce sont des prêts « risqués »).

A cela s'ajoute que :

- les grandes sociétés étrangères ont pu faire leur beurre en achetant à vil prix des entreprises nationales qui étaient rentables (télécommunications, mines) ;
- les marchands d'armes ont fait pression sur les gouvernements du Sud pour leur vendre un armement couteux ;
- les trusts ont obtenus des privilèges exorbitants, comme de se faire payer leurs royalties (sur les brevets en particulier) en dollars, non en monnaie locale.

Ces profits astronomiques sont rapatriés aux sièges, mais rien n'est investi sur place.

Pour ce faire,

- les dictateurs favorables aux intérêts étrangers sont soutenus (ex : Elf soutient les dictateurs africains), et largement arrosés (ex : Mobutu, au Congo, a 8 Md de \$, quand la dette de son pays est de 13 Md; le clan Duvalier, en Haïti, a détourné autant d'argent qu'en représente la dette !)

- la classe bourgeoise locale, qui tire profit de la situation, est encouragée dans ses goûts pour le style de vie et la culture occidentale, au point qu'elle renie complètement ses origines, derrière des discours patriotiques de façade. Le must pour elles est la possession d'un appartement ou d'une villa en Europe ou aux States, ce que Jean Ziegler a pu constater dans ses conversations mondaines avec ce genre de personnes. Il utilise le terme d' « aliénation culturelle » (p. 84). Elles n'ont aucun mal à se rendre complice du système (et même à en profiter clandestinement, par le biais de la corruption, des détournements), et préfèrent que leur gouvernement contracte un emprunt auprès des banquiers occidentaux, s'il est besoin de faire une autoroute, un port, ou toute autre infrastructure, plutôt que de payer un impôt. Lorsque ces banquiers, à travers le FMI, décident de resserrer la vis, ce sont les pauvres qui trinquent : plus d'hôpitaux, plus d'école, plus d'aide alimentaire. Par exemple, au Brésil, qui est une puissance économique mondiale, ¼ de la population est sous-alimentée, des 10 nes de milliers d'enfants y meurent de faim chaque jour.

Les économies du Sud ont des carences industrielles : elles doivent importer des biens dans ce secteur, et comme les prix augmentent, cela devient très difficile.

Avec la spéculation sur les prix des produits agricoles, depuis quelques années, la situation est encore pire : moins d'argent pour rembourser.

Pourtant, dit Jean Ziegler, annuler la dette ne mettrait pas en danger l'économie mondiale ; mais il y a une « volonté politique » de la part des Occidentaux : « humilier l'esclave » pour mieux le commander, et préserver la rente.

L'exemple d'une dette « odieuse » : les machettes du Rwanda

C'est l'exemple type d'une guerre ethnique encouragée par les Occidentaux. En 1994, les Casques Bleus ont assisté, impassibles, au massacre d'1 M de Tutsis et d'opposants au régime Hutu (eux-mêmes Hutu).

Pendant les 4 années qui précédèrent la folie meurtrière, des fournisseurs d'armes occidentaux, accointés avec des créanciers (ex : le Crédit Lyonnais), ont fait grossir le stock d'armes dans le pays, dont des machettes chinoises. Aujourd'hui, les survivants et les familles des victimes atrocement tuées, doivent rembourser ces armes et ces machettes ! Des plaintes se sont élevées, mais le FMI et la Banque Mondiale les ont étouffées.

Notons au passage que la France de Mitterrand a protégé la fuite des assassins.

Comble du cynisme, le terme de « dette odieuse » a été repris par les Américains pour qualifier celle de l'Irak en 2004 (Saddam Hussein ayant acheté des armes à la France et à la Russie) : en fait, ils auraient bien voulu éponger ce passif pour faire repartir plus vite l'économie d'un pays qu'ils venaient de s'inféoder.

La faim : « structurelle »

Une enfant meurt de faim ou de malnutrition toutes les 5 secondes : Jean Ziegler martèle cette statistique terrible dans tous ses essais, toutes ses interviews. Pour lui, c'est un assassinat. Car, explique-t-il, il n'y a pas de fatalité. C'est le résultat de cette fameuse dette et du pillage des pays du Sud par les multinationales et leurs complices.

En 2001, ce n'était que toutes les 7 secondes. Donc, la situation empire, malgré les grands discours sur l'éradication de la faim et de la misère. Au Bangladesh, par exemple, la faim tue quand les fleuves débordent, mais l'argent n'est pas là pour faire les barrages qui permettraient de les endiguer. La faim fait des ravages dans ce pays très peuplé.

Jean Ziegler nous met sous les yeux les réalités atroces de la faim : non seulement l'affaiblissement, l'incapacité à travailler, la maladie (les maladies virales reviennent : la tuberculose en Asie, le sida en Afrique), la perte de dignité et la honte de fouiller les poubelles et de mendier, mais aussi les femmes qui meurent en couches (600 000 par an), les enfants aux cerveaux et aux systèmes nerveux déficients, puis atteints de rachitisme, de cécité, d'anémie, de scorbut...

La Mongolie martyre

Rangeons au placard les images de fiers cavaliers des steppes et de yourtes chaleureuses.

La Mongolie se meurt.

La dette était de 1.8 Md de \$ en 2004, l'équivalent du PIB (p. 137). La capitale déborde de réfugiés qui vivent dans les tunnels de chauffage, lieux de pestilence qu'ils disputent aux rats. Les familles se décomposent, violences et sévices de toutes sortes s'exercent sur les enfants abandonnés ou orphelins. La ville a ainsi grossi d'un 1/3 en 5 ans (chiffre donné en 2004).

La pauvreté digne des gens des steppes s'est muée en misère à partir du moment où certes la nature s'est faite particulièrement rude (hivers rigoureux, sécheresses, feux de steppe, criquets, épidémies, épizooties), mais les instances plus rosses encore : il n'y a pas d'argent pour les services sociaux, et Jean Ziegler raconte comment il a été éberlué de voir que c'était la police qui recueillait des enfants pour les nourrir et les garder au chaud pendant quelques temps, solidarité traditionnelle oblige. Mais la nourriture, que le pays importe pour la plus grande partie, coûte de plus en plus cher. Où tout cela mènera-t-il ?

La « famine verte » en Ethiopie

Famine verte, car les paysans meurent de faim dans un pays verdoyant, celui du café. Mais voilà : les cours du café se sont effondrés, car depuis la fin de la Guerre Froide, les bureaucrates ne veulent plus stabiliser les cours (par tout un système de quotas à l'exportation, à l'instar du marché du pétrole): en effet, on n'a plus à craindre que les petits producteurs ruinés se jettent dans les bras des communistes.

Ils n'ont ni tracteur ni socs de métal, tout se fait à la main, mais à part cela ils devraient être aussi efficaces que des machines. Qu'ils doivent par millions vendre leurs lopins, rejoindre les bidonvilles, mendier, se prostituer, ou périssent, les puissants du café et des organisations internationales n'en ont cure (Jean Ziegler rapporte même une conversation hallucinante avec un directeur de Nestlé qui juge que les 10 millions de petits producteurs en difficulté « doivent accepter de disparaître ». Oui, de « disparaître », tout simplement). L'aide alimentaire a même été réduite au motif de la guerre contre le terrorisme.

Tiens, le café a baissé ? On ne l'a pas vu dans les rayons, chez nous. Normal, les 5 grandes multinationales alimentaires qui achètent les grains bruts, ne répercutent pas la baisse : profit maximal.

Litanie de chiffres accablants :

- 82 % des Ethiopiens vivent dans une extrême pauvreté (moins de 1\$ par jour)
- 70 % n'ont pas l'eau potable (cela signifie qu'ils boivent de l'eau souillée, porteuse de maladies)
- taux de sida : un des plus élevés au monde
- espérance de vie : 45.7 ans
- 300 000 enfants abandonnés.

« J'ai de la colle parce que je n'ai pas de vie » : le Brésil

Cette phrase terrible, Ziegler l'a entendue dans la bouche d'une fillette sur les marches d'un couvent à Recife. 50 M de Brésiliens souffrent de la faim. Avec l'Afrique du Sud, le Brésil est l'un des pays les plus inégalitaires de notre belle planète. Bidonvilles, (à Sao Paulo, c'est 25 % de la population), sous-alimentation (alors que son soja nourrit nos poulets et notre bétail), mortalité ; les enfants sont les premiers à souffrir, on en voit beaucoup de chétifs (10% sont en-dessous des tailles normales), en classe les évanouissements sont fréquents...

Pourquoi ? La dette.

L'héritage colonial se combine avec l'avidité des prêteurs étrangers ; les taux sont astronomiques, la dette l'est aussi : 52 % du PIB !

- l'héritage colonial : le Brésil a été livré aux courtisans du roi du Portugal, qui leur a laissé s'emparer de ce qu'ils voulaient, en récompense de leurs « services ». Ce qui fait qu'aujourd'hui, 2% des propriétaires possèdent 43 % des terres arables, dont beaucoup sont inexploitées.
- De plus, on a fait du tout-exportation, les cultures vivrières ont disparu, donc plus de filet de sécurité pour les petits paysans et employés de plantations (ex : la canne à sucre au Pernambouc ; mortalité infantile, enfants invalides).
- les dictateurs militaires ont fait des dépenses énormes pour l'armée, avec la bénédiction des banquiers étrangers qui ont aussi soufflé la bonne idée de la déforestation, affaire juteuse (que de routes, de ports, de barrages, de villes et avec d'infrastructures à financer !) ; ils ont aussi lancé les chantiers immenses des mines et des plates-formes pétrolières, et tout cela dans un bain général de surfacturations et de commissions occultes.
- Les présidents prévaricateurs ont emboité le pas, y ajoutant la vente des grandes entreprises nationales, celles qui sont rentables (p. 217). Jean Ziegler accuse le FMI d'avoir poussé à la roue, non seulement comme prêteur, mais aussi comme pourvoyeur en économistes sans état d'âme qui ont « mis en coupe réglée l'économie brésilienne ».
- Les prêteurs étrangers se frottent aussi les mains, car le président Cardoso leur a offert des taux très avantageux pour les attirer ; mais ces taux, trop relevés pour les petits emprunteurs brésiliens, ont provoqué beaucoup de faillites.

Mais la fête ne sera pas éternelle ; déjà en 1985, il y a avait eu une suspension de la dette, et en 2002, avant l'élection de Lula, le FMI a accordé un crédit spécial pour

éviter la déflagration (mais à condition que le président Cardoso continue à privatiser). Ce que les Brésiliens attendent, c'est non pas une annulation de la dette, mais au moins un audit qui démontrerait son injustice et en réduirait le montant, comme dans le précédent de 1932 (des prêts étrangers avaient été annulés, les documents ayant été reconnus comme falsifiés et les contrats irréguliers).

- La saga de Lula

Tous les yeux sont rivés sur le Brésil, dont le président, né de parents journaliers, dont deux sœurs sont mortes jeunes d'infections bénignes, à cause de la malnutrition, et dont la première femme, enceinte de 8 mois, est morte dans un couloir d'hôpital faute de pouvoir payer les soins, a lui-même connu la misère, l'injustice, la faim. La vie de Lula est un roman. Un conte de fée ? Quand Ziegler écrivait ce livre, il avait des doutes sur la capacité de Lula à tenir sa promesse d'éradiquer la faim, car empêtré dans sa promesse, de l'autre côté, de ne continuer à payer la dette, pour ne pas effrayer les prêteurs /investisseurs étrangers (alors qu'il avait toujours martelé cette condition première de la renaissance de son pays, annuler la dette).

[Aujourd'hui, en 2009, la crise a touché le Brésil et mis fin à la croissance qui était revenue par les investisseurs étrangers. Les Brésiliens ont faim, comme avant. Et s'impatientent]. Qu'attend-il, Lula ? C'est que l'exemple chilien n'est pas pour l'encourager : Salvador Allende avait décidé de suspendre la dette, et le EU n'avaient eu de cesse que de saboter son économie... La fin, on la connaît, l'assassinat du malheureux président, par des forces armées acquises aux Américains.

Les féodalités capitalistes

Ce sont elles que Jean Ziegler accuse d'avoir institué le cercle infernal dette-faim, faim-dette. Les 500 plus grandes sociétés capitalistes transcontinentales (sur 85 000) contrôlent 52 % du PIB mondial, soit plus de richesses que les 133 pays les plus pauvres. Sont-elles créatrices d'emplois ? Non : elles n'emploient que 1.8 % de la main d'œuvre mondiale. Elles sont certes le moteur du développement matériel (surtout technologique) mais c'est à leur profit.

Les fortunes personnelles des dirigeants sont considérables, et ceux-ci se font aussi payer leur train de vie princier par leur société. Quelques exemples de salaires annuels, en \$ (chiffres de 2004, ceux qui sont soulignés ont été rajoutés):

celui de la JP Morgan (Manhattan), Novartis (pharmacie) : 33 M !

Crédit Suisse : 22 M, Roche (pharmacie) : 21 M

Nestlé (agroalimentaire) : 18 M

UBS (Union banques suisses) : 12 M

le patron de la Deutsche Bank : 11 M

Les géants de l'agro-industrie

Au Bangladesh, 3° pays le plus pauvre, les semences, engrais et pesticides sont contrôlés par les Monsanto, Aventis, Pioneer, Syngenta ; pas de cadeaux pour ces pauvres paysans qui sont en permanence au bord de la famine.

En Inde, les paysans surendettés se suicident par milliers.

Les céréaliers

Sur 52 états africains, 15 seulement sont en autosuffisance alimentaire ; c'est la soudure, entre deux récoltes, qui est la période où l'on meurt le plus, surtout avec l'augmentation des prix.

Les grands groupes, véritables puissances transnationales

Lobbying, infiltration, manipulation sont les armes coutumières ; Ziegler ajoute aussi espionnage, contre-espionnage et méthodes douteuses, aux bons soins des hommes de main, comme l'a avoué dans un son livre-choc un ancien dirigeant de la CIA, Robert Bauer (p. 248). C'est que les enjeux financiers sont gigantesques. Par exemple, l'OMS brasse les budgets de vaccinations nationales, de prévention (SIDA), de formation médicale, de recherche, et en plus de cela règlemente les profits liés aux brevets des médicaments. Comment peut-elle résister aux pressions ?

Jean Ziegler raconte comment les masques faillirent tomber mais ne le firent pas, en 2001 : des Etats scandinaves avaient demandé que chaque délégué à l'Assemblée annuelle de l'OMS déclare ses relations de dépendance avec tel ou tel groupe pharmaceutique. Les Etats Unis firent rejeter la motion, grâce à leur baguette magique : des valises de dollars. Jean Ziegler témoigne qu'elles furent nombreuses à circuler entre les hôtels des délégations, la nuit qui précéda le vote (p. 250)... Il raconte aussi, en guise de contre-exemple, ce que dut faire une ancienne première ministre norvégienne qui avait alors la direction de l'OMS : en 2000, avant même de lancer la convention-cadre sur le tabac, elle fit renvoyer les fonctionnaires soudoyés par les fabricants de cigarettes.

Alors, tous requins ? Certes, Novartis finance depuis 2002 un labo à Singapour pour trouver un traitement contre les maladies tropicales, mais son intérêt est bien récent : en fait, il s'agit de s'installer, avec une bonne image, dans certains pays pauvres qui vont bientôt décoller grâce au pétrole, comme en Guinée. Pour Jean Ziegler, c'est le système qui broie les hommes, et ôte aux dirigeants toute possibilité

de faire un peu de bien (car ils savent qu'ils font beaucoup de mal, Jean Ziegler l'affirme) ; se montrer humain, dans un monde archiconcurrentiel, c'est disparaître (p.258). La loi de la jungle, en somme.

Mais cela pourrait nous rattraper... Malaria, tuberculose se répandent... Et ne connaissent pas les frontières.

En 1999, les heureux du club de Davos ont signé un « Pacte Global de Vertu » : bon coup de pub auto-nettoyante qui n'engage les 1000 entreprises signataires que sur des mots (p.310). Autant dire...

La tragédie de Bhopal, en Inde (1984):

le crime impuni

C'est à Bhopal que Union Carbide, qui appartient, depuis, à Dow Chemical (un des plus gros fabricants de produits chimiques), avait une immense usine à pesticides. En 1984, des fuites de gaz toxique firent 8 000 morts en un seul jour, 20 000 dans les 3 années qui suivirent (et aujourd'hui encore on meurt des séquelles), et 100 000 malades, aveugles ou infirmes chroniques (chiffres de 2009 : entre 120 000 et 150 000) . Or, la grande entreprise eut l'idée de se faire juger en Inde pour limiter les dégâts : grâce à la corruption locale, elle put arranger la chose à l'amiable en versant quelques indemnités. Mais c'était sans compter avec les associations de victimes ; eh oui, elles se sont défendues, même en Inde, pays du fatalisme. Il faut dire que l'affaire était inouïe. On découvre lors des enquêtes que les déchets toxiques n'étaient pas éliminés, comme ils auraient dû l'être, mais stockés dans des citernes qui fuyaient, empoisonnant la nappe phréatique, notamment en mercure, d'où maladies et difformités à la naissance. Des plaintes se font entendre, mais sont vite étouffées : l'Etat du Madya Pradesh a pris le contrôle du terrain...

C'est alors que Greenpeace entre en scène. 1999 : elle reprend l'enquête, paye les analyses de l'eau, et fait ouvrir un procès à New York. Or, le puissant chimiquier a des entrées au Pentagone, qui lui a acheté le napalm des guerres du Vietnam, d'Afghanistan et d'Irak. Le jugement est encore en suspens lorsque Ziegler fait mettre son livre sous presse ; [en 2009, la situation n'a pas changé, Dow Chemical refusant d'assumer les responsabilités d'un drame vieux de 15 ans...] L'ancien président de Union Carbide est toujours sous mandat d'arrêt indien (pour non comparution au procès ouvert en Inde). La firme refuse de communiquer des informations relatives aux produits qui ont fui, au nom du « secret commercial » : on ne peut donc soigner les malades, qui continuent à mourir par centaines chaque année. Et le site n'est toujours pas nettoyé...

La dernière offensive des multinationales agro-industrielles: les OGM

Nourrir la planète ? Sauver les enfants de la famine ? Belle promesse des fabricants d'OGM. En fait, ils font le contraire. Les OGM sont une affaire juteuse pour eux, mais dramatiques pour les paysans qui ne sont pas les grands céréaliers, c'est-à-dire l'immense majorité. Et sur Terre, il y a encore 60 % de paysans. Autant dire que ça concerne beaucoup de monde, que ça rapporte très gros, et que ça rapportera de plus en plus, vu que les cultures traditionnelles vont être étranglées à leur profit.

Car il faut acheter ces semences, et très cher, acheter aussi très cher les engrais et surtout l'herbicide qui va avec, dans le cas du Round Up (auquel le soja OGM est résistant, et c'était ça le but, ce produit universel rapportant des sommes astronomiques à Monsanto) ; il faut racheter les semences chaque année (c'est dans le contrat, à moins que les graines ne se stérilisent d'elles-mêmes, « grâce » au procédé « Terminator »). Fini, le droit ancestral de planter des semences que l'on mettait de côté chaque année, ces semences de plantes adaptées à un terroir, un climat, qui n'avaient pas besoin d'être portées à bout de bras par une industrie pétrochimique gloutonne.

Comme tous ceux qui ont osé ne pas entonner les louanges des OGM, Jean Ziegler a failli être éjecté de son siège, il le raconte en détail. Du moins est-ce la menace claire qu'il a reçue suite à ses propos, qui étaient très bénins du reste : lorsque le président de Zambie a refusé le maïs américain OGM (aide internationale), Jean Ziegler a simplement dit qu'il en avait le droit, comme Chirac ou Schröder. Des émissaires nord-américains l'ont aussitôt menacé de lui faire passer sous le nez son renouvellement de mandat. Mais l'auteur est pugnace. Il a réussi à convaincre ses collègues de son bon-droit, et in fine, le maïs est arrivé sous forme de farine, par décision onusienne. Pourquoi était-ce une victoire ? Parce qu'ainsi, Monsanto ne pouvait plus faire pénétrer ses graines dans ce pays [les OGM une fois entrés quelque part, ils s'y incrustent pour l'éternité, via les contaminations et les erreurs de tris ou stockage, et finissent par faire la loi, cf. Argentine, Brésil, Paraguay, bientôt Mexique...], ce qui était son but à travers cette aide alimentaire. Charité bien ordonnée...

La pieuvre Nestlé

Fondée au XIX^e siècle, grâce au succès d'un lait en poudre pour bébé, cette firme est aujourd'hui la plus grande dans le secteur alimentaire (humains et de plus en plus, animaux de compagnie... les chouchous des classes moyennes émergentes) ; elle s'est aussi lancée dans le business de l'eau en bouteille [*ajout : également : de la cosmétique – rapprochement avec l'Oréal entre autre -- et de la pharmacie*]. Elle possède 511 usines, dans 86 pays, contrôle 8000 marques.

- Le jack-pot du lait pour bébé, au mépris de la vérité et de la pauvreté

Nestlé a réussi à soulever l'indignation mondiale par sa publicité agressive pour son lait pour bébé en poudre (son produit historique), dans les pays pauvres, alors que l'on sait depuis les années 1970 que rien ne vaut le lait des mamans. Un boycott international a été organisé en 1977 en Amérique du Nord, en Angleterre, en Suède et en Allemagne ; en 1981, à l'Assemblée générale de l'OMS, tous les pays, sauf les US, se sont opposés à la publicité pour lait dit « maternisé ». Cependant, Nestlé continue à enfreindre ce code, et se rend responsable de la mort de centaines de milliers de bébé : le lait en poudre ne contient pas de défenses immunitaires, et contrairement à celui de la mère, il est le plus souvent préparé dans des biberons à l'hygiène peu probable et avec de l'eau qui a toutes les chances d'être polluée ou insalubre (dans le monde, 80 % des maladies arrivent par de l'eau sale, et 1/3 des décès), dans les pays pauvres, où l'on ne peut guère acheter de l'eau en bouteille (aussi vendue par Nestlé...). Les publicités complexent la femme noire en montrant la supériorité de la femme blanche. Les personnels des maternités sont « travaillés » pour donner du lait Nestlé aux nourrissons, si bien que les mères n'ont d'autre choix que de poursuivre le traitement, c'est-à-dire, étant donné leur pauvreté, à acheter la poudre sur le marché à la cuillère, jour après jour... On imagine les conditions de conservation.

[ajout : Il suffit de taper « Nestlé fraude » sur un moteur de recherche].

- Le nouveau business de l'eau en bouteille

L'eau est le dernier gisement de profits pour Nestlé et d'autres firmes, grâce à la privatisation des réseaux publics dans les pays du Sud, sous la pression de grandes entreprises privées. Par exemple, en Bolivie, en 2000, la population, qui payait son eau plus cher que sa nourriture, se souleva, obligeant le gouvernement à révoquer la loi sur la privatisation. Au Pakistan, Nestlé orchestra une campagne de dénigrement de l'eau du réseau, qui était pourtant aux normes, afin de préparer le terrain à sa nouvelle bouteille habilement baptisée « Purelife ».

- La dictature selon Nestlé

La loi du profit maximal est la seule loi que connaît Nestlé. Jean Ziegler rapporte le témoignage d'une réfugiée politique chinoise qui a fabriqué, dans une prison, des peluches-mascottes de Nestlé.

Qui pourrait s'opposer à cette volonté hégémonique dénuée de tout scrupule ? Pas les employés en tout cas. Jean Ziegler montre comment le syndicalisme est étouffé (intimidation, licenciement abusifs – exemples en Thaïlande, Philippines--), voire persécuté (assassinats en Colombie). En France, il y a eu un plan de licenciement à Beauvais visant un bon nombre de syndicalistes. En 2004, c'était avec les salariés de Perrier-Vittel que la lutte s'engageait. [Voir aussi sur le net l'enfer vécu par Thierry Dubois, qui se heurte en France à une justice qui fait la morte / lire les déclarations vertueuses du groupe sur leur site : du greenwashing dans toute sa splendeur !)

Jean Ziegler parle d'un boycott en Italie au moment où paraît son livre.

Conclusion

Jean Ziegler tire la sonnette d'alarme : autant le XXe siècle avait été celui des progrès sociaux, cahin-caha, autant la machine s'est emballée depuis 1999. Il parle de l' « offensive effroyable des seigneurs de la guerre économique », en l'absence de tout contre-pouvoir.

Alors ? Dernier espoir : un sursaut des consciences.

La vôtre, la nôtre.